

Médico-social

Dans la foulée de l'annonce à Lille par le président de la République d'une réforme de la dépendance, Michèle Delaunay, ministre chargée des Personnes âgées et de l'Autonomie, répondant à une interview dans le Parisien, a indiqué que le gouvernement réfléchissait "à la façon d'encadrer les loyers dans les maisons de retraite comme l'a fait Cécile Duflot pour les logements" (lire notre sujet du [25/01/2013](#)). Une déclaration qui laisse perplexe certains acteurs comme la **Fédération nationale avenir et qualité de vie des personnes âgées (FNAQPA)** ou le Syndicat national des établissements et résidences privés pour personnes âgées (SYNERPA, lire aussi notre sujet du [24/01/2013](#)).

La FNAQPA se dit dans un communiqué inquiète des "*orientations évoquées par la ministre, comme la mutualisation de postes de direction ou le plafonnement des loyers, mesures délétères et totalement inefficaces en termes de qualité*" (lire notre sujet du [29/01/2013](#)). Pour la fédération, l'enjeu principal n'est pas de réduire le coût des maisons de retraite ou des services à domicile mais d'améliorer la répartition de leurs coûts et de leur octroyer les moyens nécessaires à leurs missions.

Une position que semble partager le SYNERPA, qui épingle également dans un communiqué les déclarations de la ministre. Le syndicat demande que soient rapidement ouvertes les concertations promises par François Hollande sur les enjeux de la réforme. "*L'amélioration de la qualité des soins, l'augmentation des ratios d'encadrement, le maintien d'un niveau de qualité optimum, la revalorisation de l'Allocation personnalisée pour l'autonomie (APA) et bien sûr une meilleure solvabilité du tarif hébergement par la création ou le renforcement de aides à l'hébergement doivent être d'emblée au cœur des discussions...*", écrit-il regrettant les déclarations sans concertation aucune de la ministre.

Lydie Watremetz